

Progressisme : Année zéro

Thierry Pech

Le Nouvel Observateur, 21.06.07

Repenser l'Etat-providence à l'heure de la mondialisation. Imaginer une nouvelle politique de l'égalité. Un aggiornamento s'impose à la gauche

Déconstruction

Une majorité conservatrice est désormais installée au pouvoir, investie d'un mandat clair et dotée d'une légitimité massive. Cette victoire, elle la doit d'abord au talent avec lequel son leader a exploité le ressentiment qui hante les rapports sociaux dans notre pays. Des mois durant, il n'aura eu de cesse de désigner à la vindicte de larges majorités tout un ensemble de catégories minoritaires, jugées privilégiées ou improductives, et chargées de tous les maux : les lève-tard, les assistés, les bénéficiaires d'avantages statutaires, les élites parisiennes, les héritiers de Mai-68, les spéculateurs, les fraudeurs, les immigrés qui n'aiment pas la France et l'interminable cortège de ceux qui « profitent du système ». Nicolas Sarkozy a fait sonner les accents de l'exaspération aux oreilles des Français, donnant forme et langage à une mauvaise humeur assez largement répandue parmi eux. Ce discours d'affrontement a activé les hostilités latentes du grand nombre en aiguillant l'esprit de revanche et de réaffirmation nationale. Il a ainsi largement fédéré autour d'un programme qui procède d'abord par déconstruction : abolition de la carte scolaire, abolition des régimes spéciaux, quasi-abolition des droits de succession, limitation du droit de grève dans les transports publics, nouvelles limitations aux 35 heures, réduction de la pression fiscale... De ce vaste démontage sont censés surgir à la fois des bénéfices individuels en termes de pouvoir d'achat et des bénéfices collectifs en termes de croissance et de modernisation du pays.

Confusion

Ce programme a manifestement trouvé les suffrages d'une France modeste et provinciale, sensible à la promotion du travail à la fois comme source de revenu et comme valeur morale (cette apologie du travail a d'ailleurs rencontré un écho singulier chez ceux qui ne travaillent plus, si l'on en juge par le succès de la droite chez les plus de 60 ans ...). Mais il a également séduit une partie des élites qui ont cru voir se dessiner ici le nouveau parti de la réforme et de la modernité

contre une gauche accusée de conservatisme et constituée en parti de l'immobilisme, générant de bruyants ralliements et d'inespérés transfuges. Au-delà des considérations de conjoncture politique, un tel diagnostic dit assez la confusion des esprits. D'une part, ceux qui associent la modernité à une certaine idée de l'ouverture culturelle et de l'Etat de droit devraient se reconnaître difficilement dans la création d'un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, dans l'institution de peines planchers ou dans la gestion arbitraire du dossier des enfants scolarisés de sans-papiers, qui fut celle de l'ancien ministre de l'Intérieur. D'autre part, loin d'être un simple synonyme de l'inaction, le conservatisme devrait plutôt se comprendre comme la défense d'un ordre social inégalitaire. Or cette défense appelle, en certaines circonstances, des réformes qui ne sont pas les instruments du progrès et de la justice. Car c'est une société inégalitaire qui se profile à présent, comme en témoignent les mesures fiscales annoncées : la suppression de 95 % des droits de succession ne profitera guère aux 75 % de familles que cet impôt ne concernait pas, mais beaucoup aux héritiers des 10 % des Français les plus riches ; la volonté d'exonérer d'impôt sur le revenu les intérêts d'emprunt pour l'achat de sa résidence principale n'aidera guère les 50 % de foyers fiscaux qui ne sont pas assujettis à ce prélèvement, mais trouvera certainement grâce aux yeux de ceux qui sont déjà propriétaires ; en outre, l'augmentation éventuelle de la TVA, même pour financer la protection sociale, risque d'imposer un effort plus que proportionnel aux consommateurs les plus modestes...

Aggiornamento

Il reste que la victoire des idées conservatrices signe aussi et de manière incontestable la crise des idées progressistes. Cette crise ne pourra pas longtemps se cacher derrière des appels à l'aggiornamento dont l'horizon d'action reste le plus souvent assez mystérieux. Elle ne pourra pas non plus, sous peine de s'aggraver, se résoudre par la défense obsidionale des positions et des clientèles anciennes. La vérité est que le progressisme est en panne d'idées neuves. A défaut de livrer des réponses d'ores et déjà opérationnelles, il importe de délimiter les chantiers d'un nouveau corpus de références et de repères pour la gauche. Au centre de ces chantiers réside la question de l'égalité. Comment élargir la promesse démocratique au-delà des seuls droits civils et politiques ?

Comment bâtir une société d'individus à la fois égaux et autonomes ? Comment définir le cadre d'une citoyenneté sociale, pour parler comme Robert Castel, qui ne laisse personne dans la dépendance, la vulnérabilité ou à la merci des accidents de la vie ? Telles ont été, telles demeurent les responsabilités de la gauche. Mais ces enjeux ont pris un tour nouveau à l'heure de la mondialisation, de l'économie ouverte, des peurs qu'elle suscite et des inégalités qu'elle creuse entre gagnants et perdants. Paradoxalement c'est au moment où les Français, séduits par le procès des prélèvements obligatoires et les sirènes du pouvoir d'achat, semblent devenus le moins sensibles au vocabulaire de la solidarité sociale, qu'ils risquent d'en avoir le plus besoin. Quel chemin emprunter ? Le chemin traditionnel de l'égalité des conditions a montré ses limites. L'échec historique du communisme en a précipité l'extinction comme utopie révolutionnaire et a montré qu'elle ne faisait pas bon ménage avec la quête d'autonomie et de liberté. Les politiques de redistribution poursuivent moins aujourd'hui la réalisation d'une égalité de fait, que la correction des inégalités les plus criantes. Mais, parce qu'elles sont de nature compensatrice, elles se révèlent incapables de prévenir le creusement des disparités. Elles ont pu être adaptées à une société qui se caractérisait par le plein-emploi, des carrières continues et largement sécurisées, un fort niveau de croissance et des gains de productivité élevés ; elles le sont beaucoup moins dans un monde où les biographies sont plus accidentées, les relations d'emploi plus fragiles et plus individualisées, la concurrence internationale plus intense et les ressources de la redistribution plus rares. Faut-il se rabattre sur l'égalité des chances ?

L'expression souffre d'un flou considérable. Dans un sens étroit, elle renvoie à un modèle de juste compétition entre les individus. Elle suggère qu'il suffit de les placer sur la même ligne de départ pour éliminer les entraves à la libre expression des talents et contenir les forces contraires de l'hérédité et de la naissance. La méritocratie scolaire fut construite sur ce modèle. Mais on sait que de telles politiques consistent souvent à aligner des individus qui sont, en réalité, dans des situations *déjà* différentes au moment du départ.

Egalité

Une autre proposition est possible. Dans un monde où le capital humain semble de plus en plus décisif et où l'accès à l'autonomie est largement déterminé par

lui, une politique de l'égalité ne doit pas seulement se préoccuper de porter secours aux infortunés, mais donner à chacun les moyens de se lancer ou de se relancer correctement dans la vie. Elle ne peut pas non plus se contenter d'éliminer les obstacles extérieurs à l'épanouissement des talents, mais doit s'efforcer d'agir sur les processus de construction de soi ou de restauration de ses capacités. Cette égalité doit se penser comme une égalité devant l'avenir, qui agit sur le développement des individus eux-mêmes. Une telle politique appellerait un effort renouvelé sur l'éducation, la formation et des actions propres à améliorer tous les contextes d'apprentissage. C'est l'esprit des travaux de Gösta Esping-Andersen. C'est aussi celui de l'« égalité des possibles » dont parlait Eric Maurin voilà cinq ans. La poursuite de cette égalité ne se fera pas sans moyens. Elle suppose que de nouvelles formes de solidarité soient imaginées en cohérence avec notre environnement économique. Comment repenser l'Etat-providence dans une économie ouverte ? L'équation est à la fois simple et difficile à résoudre : il s'agit d'inventer des mécanismes qui ne renchérissent pas le coût du travail et répartissent justement l'effort sur l'ensemble de la communauté nationale. Tel devrait être l'enjeu du débat sur les prélèvements obligatoires, y compris à moyens constants. Cela revient à poser différemment la question de la nation. Celle-ci ne peut se résumer à un simple roman des symboles ou à un catalogue de millésimes et de grands hommes. La rétrécir aux dimensions d'une vérité de tradition, c'est manquer le fait qu'elle est d'abord un espace de transaction collective, le cadre historique le plus pertinent pour définir un partage des risques et des ressources, partage sans lequel la mondialisation sera toujours vécue comme une menace. En ce sens, non seulement la nation n'est pas un sujet interdit pour la gauche, mais elle est *son* sujet. Il lui reste à persuader les Français que, loin d'être le temple d'une communion fantasmée, la nation doit redevenir le laboratoire d'une cohésion construite.

Ancien conseiller à la CFDT, éditeur au Seuil, **Thierry Pech** est secrétaire général de « la République des Idées ». Dernier essai paru : « les Multinationales du cœur », avec Marc-Olivier Padis, au Seuil, 2004.